

Christian Kunsch, président du MOC

«On est en train de détricoter la sécurité sociale»

LES PHRASES CLÉS

«Pense-t-on sincèrement que ces **personnes exclues** vont encore défendre notre **modèle social solidaire**?»

«On est en train de dire aux gens: il est possible de **gagner de l'argent sans contribuer** au financement de la sécurité sociale.»

«Si tout le monde **contribuait un peu sur ses revenus globalisés**, on sauverait le système.»

INTERVIEW

NATHALIE BAMPIS

Ce jeudi, le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) tient son bureau politique de rentrée. Le menu sera social: retour sur le 1^{er} anniversaire du gouvernement Michel. Christian Kunsch, le président du MOC, a décidé de faire un arrêt sur image. Et il n'est pas très heureux de ce qu'il voit sur l'écran...

Quel bilan tirez-vous de cette première année de gouvernement Michel?

On ne lui donne pas un bon bulletin! Ce gouvernement a de solides examens de passage. Par rapport à la relance de la compétitivité et de l'emploi, les solutions qui sont sur la table ne sont pas pertinentes. On a diminué les cotisations sociales de manière linéaire, sans se soucier de savoir s'il y a des secteurs qui en avaient plus besoin que d'autres. Il y aura un effet d'aubaine pour une série d'entreprises, elles vont en bénéficier, et ce sans retour en termes d'emploi. Et du côté de la sécurité sociale, que se passe-t-il? On est en train de la détricoter, alors qu'elle a largement fait ses preuves en tant qu'amortisseur social en temps de crise.

Qu'entendez-vous par «détricotage»?

Pourquoi le gouvernement fait-il un saut d'index, et de l'autre côté augmente les frais forfaitaires? Il affaiblit les recettes de l'État... Il fragilise encore et toujours les services publics et la sécurité sociale. Beaucoup de gens l'oublient, la sécurité sociale est un salaire différé, financé aux deux tiers par les cotisations sociales des travailleurs. Mais aujourd'hui, on la transforme en machine à exclure. 60% des exclus

des allocations d'insertion ne se retrouvent pas bénéficiaires du revenu d'intégration sociale. Est-ce tolérable que des milliers de personnes disparaissent des radars? Pense-t-on sincèrement que ces personnes exclues vont encore défendre notre modèle social solidaire?

Vous craignez quoi?

Je crains d'abord une «ubérisation» du marché du travail. Ces milliers de personnes exclues vont renforcer l'économie de la débrouille, car leur première préoccupation, c'est d'avoir un revenu. Je ne serais pas étonné que l'économie souterraine augmente. On est en train de dire aux gens: il est possible de gagner de l'argent sans contribuer au financement de la sécurité sociale.

Nous craignons des ruptures de solidarité. N'est-on pas en train d'entrer dans un modèle de société où l'on dit qu'il faut indi-

viduellement assurer sa protection sans plus compter sur des modèles solidaires? Dans les ajustements structurels qui sont faits, on diminue le poids de la protection sociale, on dit aux gens: «Ne comptez que sur vos propres forces». C'est aussi le cas avec les pensions, on conseille aux gens de faire leur épargne sur le côté, on leur fait peur en leur disant qu'ils ne doivent plus compter sur le 1^{er} pilier.

Vous ne niez quand même pas que le système devient intenable compte tenu du vieillissement de la population. La sécurité ne va-t-elle pas droit dans le mur?

Je ne dirais pas «aller dans le mur». Il y a une augmentation des ayants droit, en pensions comme en allocation de chômage, et il faut se poser la question de savoir comment on le finance. Aujourd'hui, on cherche à adapter les dépenses aux recettes existantes. Mais face au défi démographique, n'est-il pas normal de se poser la question de savoir si la solidarité ne doit pas autant jouer demain qu'hier?

Mais ne vit-on pas au-dessus de nos moyens?

Je ne dirais pas ça. Absolument pas. Certains aiment parler, dans les milieux économiques, de retour sur investissement. La sécurité sociale offre un retour à l'économie, elle permet d'huiler ses rouages. Les personnes qui ont une allocation sociale ont une propension à consommer importante. Le déficit actuel de la sécurité sociale provient d'un moindre rendement des recettes. Si on fait pression sur les dépenses, les gens auront moins de revenu, cela qui fera pression sur la consommation, et donc cela causera des

problèmes pour les entreprises qui travaillent sur le marché intérieur. On est dans un cercle vicieux...

Que préconisez-vous?

Une cotisation sociale généralisée. Si tout le monde contribuait un peu sur ses revenus globalisés, on sauverait le système. On n'est pas face à un déficit abyssal, mais face à un problème démographique. Un simple effort de solidarité permettrait d'assurer les pensions. Et cela aurait un retour dans le circuit économique. Regardez la déductibilité fiscale de l'épargne-pension, pourquoi ne pas attribuer cette somme pour financer le 1^{er} pilier? On se tire une balle dans le pied. L'État dit «J'accepte de perdre des moyens financiers pour un jeu en Bourse où j'ai l'espoir de gagner, mais aussi le risque de perdre». Celui qui a perdu son épargne-pension en 2007, rappelez-vous, il a tiré une sale tête...

Il fallait profiter du tax shift pour faire une CSG, c'est cela que vous vouliez?

On n'est pas dans un tax shift, les baisses de cotisations sociales sont financées déjà pour moitié par les baisses de dépenses en sécurité sociale. En quoi est-ce tabou de parler d'une meilleure connaissance des différents types de revenus des gens? Une globalisation des revenus et une perception de l'impôt sur ces revenus globalisés, cela existe dans d'autres pays. L'écran de fumée, c'est de dire que si on commence à taxer plus les revenus immobiliers, les gens vont davantage payer. Jamais personne n'a dit qu'on devait taxer de la même manière l'habitation propre et la maison mise en location. Il suffit d'appliquer un niveau de revenu exonéré, qui correspond à sa maison, à un niveau d'épargne modéré. On sait très bien faire cela, on est les champions de l'exonération...

Et le risque de fuite des capitaux, qu'en faites-vous? Il est facile de déplacer son argent...

Vous avez raison, un certain nombre de politiques doivent être pensées à un niveau européen. Mais paradoxe, la baisse de cotisation sociale, elle, ne se pense pas au niveau européen. Pense-t-on réellement que s'ils voient leur part de marché baisser, nos voisins vont rester les bras ballants? Qu'ils ne vont pas penser à leur tour à baisser leurs cotisations sociales, je demande à voir. La France l'a déjà annoncé... D'autre part, cela n'empêche pas de faire certaines choses. Au niveau immobilier, on ne déplace pas sa maison comme cela. Quant aux plus-values, même Marc Coucke a dit qu'il n'aurait pas trouvé anormal de contribuer sur le milliard d'euros de plus-values qu'il a réalisé.